Gouvernement du Canada | Government of Canada

Ministère des Finances Canada

Canada

La revue financière
Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Janvier 2015 : excédent budgétaire de 2,2 milliards de dollars

Le mois de janvier 2015 s'est soldé par un excédent budgétaire de 2,2 milliards de dollars, ce qui est presque inchangé par rapport à l'excédent enregistré en janvier 2014. Les revenus ont augmenté de 0,4 milliard (1,5 %), principalement sous l'effet de la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers, laquelle a été compensée en partie par la baisse des rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents. Les charges de programmes ont augmenté de 0,7 milliard (3,4 %), en raison de la hausse des principaux transferts aux particuliers et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,3 milliard (13,9 %), principalement sous l'effet d'un taux d'intérêt effectif moyen moins élevé sur les obligations d'État.

D'avril 2014 à janvier 2015 : excédent budgétaire de 1,3 milliard de dollars

Pour la période d'avril 2014 à janvier 2015 de l'exercice 2014-2015, le gouvernement a affiché un excédent budgétaire de 1,3 milliard de dollars, comparativement à un déficit de 10,0 milliards pour la même période de l'exercice 2013-2014. Les revenus ont connu une hausse de 7,7 milliards (3,6 %), ce qui traduit la croissance de la plupart des sources de revenus. Les charges de programmes ont diminué de 2,8 milliards (1,4 %), en raison de la baisse des charges de programmes directes, laquelle a été partiellement compensée par la hausse des principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,8 milliard (3,2 %), principalement sous l'effet d'un taux d'intérêt effectif moyen moins élevé sur les obligations d'État.

Janvier 2015

Le mois de janvier 2015 s'est soldé par un excédent budgétaire de 2,2 milliards de dollars, ce qui est presque inchangé par rapport à l'excédent enregistré en janvier 2014.

Les revenus ont totalisé 25,4 milliards de dollars en janvier 2015, en hausse de 0,4 milliard (1,5 %) par rapport à janvier 2014.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,9 milliard de dollars (7,3 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont diminué de 0,1 milliard de dollars (3,2 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont diminué de 0,5 milliard de dollars (31,9 %).
- Les taxes et droits d'accise ont diminué de 21 millions de dollars (0,5 %), ce qui découle du calendrier des recettes. Les revenus tirés de la taxe sur les produits et services (TPS) ont diminué de 18 millions, les taxes sur l'énergie ont diminué de 2 millions, les droits de douane à l'importation ont diminué de 32 millions, et les autres taxes et droits d'accise ont augmenté de 31 millions.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont progressé de 0,1 milliard de dollars (3,9 %).
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont diminué de 31 millions de dollars (1,4 %).

Les charges de programmes ont atteint 21,2 milliards de dollars en janvier 2015, en hausse de 0,7 milliard (3,4 %) par rapport à janvier 2014.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont progressé de 0,2 milliard de dollars (3,3 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,2 milliard (5,0 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 22 millions (1,3 %). Les prestations pour enfants, qui comprennent la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants, ont augmenté de 5 millions (0,5 %).

- Les principaux transferts aux autres administrations englobent les transferts fédéraux relatifs à la santé et aux autres programmes sociaux (principalement le Transfert canadien en matière de santé [TCS] et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux [TCPS]), les paiements en vertu d'accords fiscaux et d'autres transferts (péréquation, transferts aux territoires et un certain nombre de transferts plus modestes), les transferts aux provinces pour le compte des villes et des collectivités du Canada et l'abattement d'impôt du Québec. Les principaux transferts aux autres administrations ont diminué de 9 millions de dollars (0,2 %), alors que les augmentations prévues dans la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires ont été compensées par une baisse des transferts versés pour le compte des villes et des collectivités du Canada et une augmentation des recouvrements au titre de l'abattement du Québec.
- Les charges de programmes directes comprennent les paiements de transfert aux particuliers et aux organisations qui ne sont pas constatés dans les principaux transferts aux particuliers ou aux autres administrations, ainsi que les autres charges de programmes directes, qui comprennent les charges de fonctionnement de la Défense nationale et des autres ministères et organismes de même que les charges des sociétés d'État. Les charges de programmes directes ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (5,4 %). Parmi les éléments des charges de programmes directes :
  - Les paiements de transfert ont augmenté de 1,0 milliard de dollars (33,6 %), sous l'effet principalement de la hausse des dépenses liées aux demandes d'indemnisation et des coûts relatifs aux Accords d'aide financière en cas de catastrophe.
  - Les autres charges de programmes directes ont diminué de 0,5 milliard de dollars (7,3 %), ce qui est en partie attribuable à la baisse des charges associées aux régimes de retraite et aux autres avantages futurs des employés.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,3 milliard de dollars (13,9 %), sous l'effet d'un taux d'intérêt effectif moyen moins élevé sur les obligations d'État.

D'avril 2014 à janvier 2015

La période d'avril 2014 à janvier 2015 de l'exercice 2014-2015 s'est soldée par un excédent budgétaire de 1,3 milliard de dollars, comparativement à un déficit de 10,0 milliards pour la même période de 2013-2014.

Les revenus ont progressé de 7,7 milliards de dollars (3,6 %) pour s'établir à 223,3 milliards.

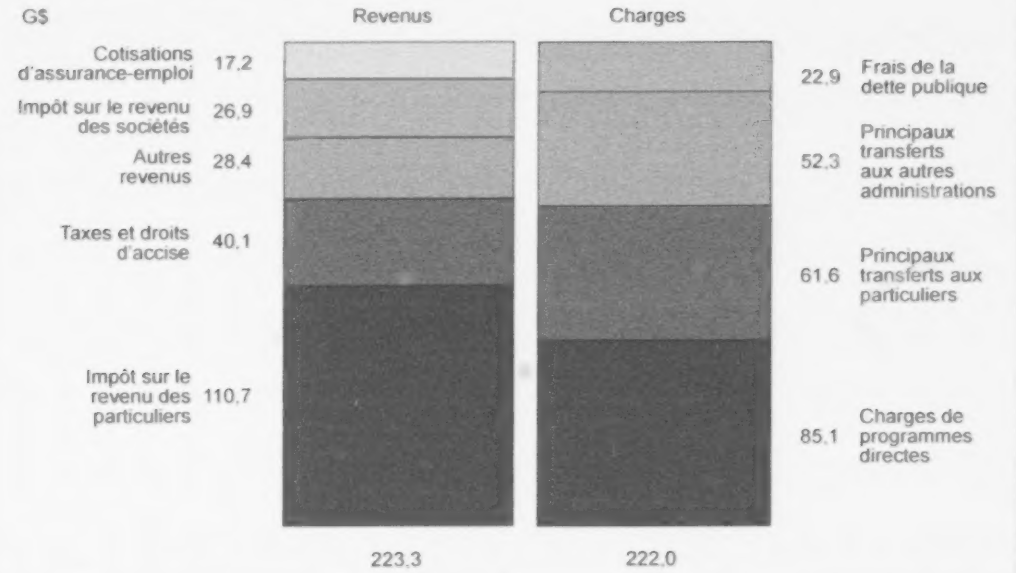
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 2,9 milliards de dollars (2,6 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont progressé de 2,2 milliards de dollars (9,0 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont diminué de 0,2 milliard de dollars (4,4 %).
- Les taxes et droits d'accise ont augmenté de 1,4 milliard de dollars (3,7 %). Les rentrées de TPS ont augmenté de 0,7 milliard (2,7 %), les taxes sur l'énergie de 0,1 milliard, les droits de douane à l'importation de 0,2 milliard, et les autres taxes et droits d'accise de 0,4 milliard.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont progressé de 0,6 milliard de dollars (3,9 %), ce qui traduit la croissance de la rémunération.
- Les autres revenus ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (3,5 %).

Pour la période d'avril 2014 à janvier 2015, les charges de programmes ont totalisé 199,1 milliards de dollars, en baisse de 2,8 milliards (1,4 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 1,7 milliard de dollars (2,9 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 1,5 milliard (4,3 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,4 milliard (2,8 %) et les prestations pour enfants ont diminué de 0,2 milliard (1,5 %).
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 1,9 milliard de dollars (3,8 %), principalement sous l'effet des augmentations prévues dans la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires.
- Les charges de programmes directes ont diminué de 6,5 milliards de dollars (7,1 %). Parmi les éléments des charges de programmes directes :
  - Les paiements de transfert ont diminué de 3,6 milliards de dollars (12,0 %), principalement sous l'effet de la comptabilisation en 2013-2014 d'un passif relatif à l'aide aux sinistrés par suite des inondations survenues en 2013 en Alberta. La baisse des paiements de transfert est également attribuable à la diminution des charges liées à la réévaluation du passif du gouvernement en faveur de l'Ontario représentant la part de la province (un tiers) de la participation du gouvernement dans le capital de General Motors.
  - Les autres charges de programmes directes ont reculé de 2,9 milliards de dollars (4,7 %), ce qui s'explique en grande partie par des coûts plus faibles au titre des régimes de retraite et des prestations en fonction des évaluations actuarielles les plus récentes du gouvernement.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,8 milliard de dollars (3,2 %), en raison surtout d'un taux d'intérêt effectif moyen moins élevé sur les obligations d'État.

Revenus et charges (d'avril 2014 à janvier 2015)



Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Besoins financiers de 6,1 milliards de dollars d'avril 2014 à janvier 2015

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où ils sont gagnés ou elles sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées ou les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, y compris le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu de l'excédent budgétaire de 1,3 milliard de dollars et des besoins financiers de 7,4 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril 2014 à janvier 2015 s'est soldée par des besoins financiers de 6,1 milliards, comparativement à des ressources financières de 4,0 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Activités nettes de financement en hausse de 16,8 milliard de dollars

Le gouvernement a comblé les besoins financiers de 6,1 milliards de dollars et augmenté les soldes de trésorerie de 10,7 milliards en haussant de 16,8 milliards l'encours de la dette non échue. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables.

Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs tels que les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. À la fin de janvier 2015, les soldes de trésorerie s'élevaient à 36,8 milliards de dollars, en hausse de 4,8 milliards par rapport à ceux enregistrés à la fin de janvier 2014.

Tableau 1
État sommaire des opérations
M$

	Janvier		Avril à janvier	
	2014[1]	2015	2013–2014[1]	2014–2015
Opérations budgétaires				
Revenus	25 046	25 416	215 586	223 282
Charges				
Charges de programmes	-20 540	-21 233	-201 880	-199 059
Frais de la dette publique	-2 290	-1 972	-23 672	-22 914
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	2 216	2 211	-9 966	1 309
Opérations non budgétaires	3 544	-8 985	13 975	-7 382
Ressources ou besoins financiers	5 760	-6 774	4 009	-6 073
Variation nette dans les activités de financement	-266	15 406	3 679	16 768
Variation nette dans l'encaisse	5 494	8 632	7 688	10 695
Encaisse à la fin de la période			32 002	36 768

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

[1] Certains chiffres de l'exercice précédent ont fait l'objet d'un reclassement de façon à tenir compte d'une modification apportée à la convention comptable du gouvernement relativement aux opérations de rachat d'obligations, comme il est indiqué dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada* de 2013-2014.

Tableau 2
Revenus

	Janvier			Avril à janvier		
	2014 (M$)	2015 (M$)	Variation (%)	2013–2014 (M$)	2014–2015 (M$)	Variation (%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	11 999	12 869	7,3	107 805	110 658	2,6
Impôt sur le revenu des sociétés	2 885	2 793	-3,2	24 728	26 949	9,0
Impôt sur le revenu des non-résidents	1 434	977	-31,9	5 454	5 213	-4,4
Total des impôts sur le revenu	16 318	16 639	2,0	137 987	142 820	3,5
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 602	2 584	-0,7	26 038	26 744	2,7
Taxes sur l'énergie	462	460	-0,4	4 536	4 610	1,6
Droits de douane à l'importation	389	357	-8,2	3 555	3 775	6,2
Autres taxes et droits d'accise	393	424	7,9	4 498	4 934	9,7
Total des taxes et droits d'accise	3 846	3 825	-0,5	38 627	40 063	3,7
Total des revenus fiscaux	20 164	20 464	1,5	176 614	182 883	3,5
Cotisations d'assurance-emploi	2 617	2 718	3,9	16 579	17 220	3,9
Autres revenus	2 265	2 234	-1,4	22 393	23 179	3,5
Total des revenus	25 046	25 416	1,5	215 586	223 282	3,6

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3
Charges

	Janvier			Avril à janvier		
	2014 (M$)	2015 (M$)	Variation (%)	2013 –2014 (M$)	2014 –2015 (M$)	Variation (%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations pour les aînés	3 519	3 696	5,0	34 738	36 232	4,3
Prestations d'assurance-emploi	1 651	1 673	1,3	14 173	14 565	2,8
Prestations pour enfants	1 058	1 063	0,5	10 981	10 821	-1,5
Total	6 228	6 432	3,3	59 892	61 618	2,9
Principaux transferts aux autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	2 544	2 676	5,2	25 454	26 762	5,1
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 018	1 049	3,0	10 179	10 485	3,0
Total	3 562	3 725	4,6	35 633	37 247	4,5
Accords fiscaux et autres transferts	1 582	1 640	3,7	16 352	16 922	3,5
Villes et collectivités du Canada	232	29	-87,5	1 968	1 932	-1,8
Abattement d'impôt du Québec	-348	-375	7,8	-3 518	-3 758	6,8
Total	5 028	5 019	-0,2	50 435	52 343	3,8
Charges de programmes directes						
Paiements de transfert						
Affaires autochtones et Développement du Nord	187	487	160,4	4 717	4 966	5,3
Agriculture et Agroalimentaire	98	96	-2,0	948	764	-19,4
Emploi et Développement social	736	785	6,7	4 797	4 758	-0,8
Affaires étrangères, Commerce et Développement	273	358	31,1	2 235	1 966	-12,0
Santé	244	298	22,1	2 389	2 530	5,9

Industrie	144	145	0,7	2 027	1 815	-10,5
Autres	1 199	1 679	40,0	12 512	9 269	-25,9
Total	2 881	3 848	33,6	29 625	26 068	-12,0
Autres charges de programmes directes						
Sociétés d'État	647	626	-3,2	6 234	6 112	-2,0
Défense nationale	1 840	1 551	-15,7	16 814	16 626	-1,1
Tous les autres ministères et organismes	3 916	3 757	-4,1	38 880	36 292	-6,7
Total des autres charges de programmes directes	6 403	5 934	-7,3	61 928	59 030	-4,7
Total des charges de programmes directes	9 284	9 782	5,4	91 553	85 098	-7,1
Total des charges de programmes	20 540	21 233	3,4	201 880	199 059	-1,4
Frais de la dette publique[1]	2 290	1 972	-13,9	23 672	22 914	-3,2
Total des charges	22 830	23 205	1,6	225 552	221 973	-1,6

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Les chiffres de l'exercice précédent ont fait l'objet d'un reclassement de façon à tenir compte d'une modification apportée à la convention comptable du gouvernement relativement aux opérations de rachat d'obligations, comme il est indiqué dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada* de 2013-2014.

Tableau 4
Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers
M$

	Janvier		Avril à janvier	
	2014	2015	2013–2014	2014–2015
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	2 216	2 211	-9 966	1 309
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-335	-300	-3 404	-2 913
Autres activités d'investissement	7 689	-607	29 123	3 168
Régimes de retraite et autres passifs	366	261	4 379	1 746
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions	-950	-1 418	-9 470	-3 631
Opérations de change	-3 565	-7 046	-9 785	-8 820
Amortissement des immobilisations corporelles	339	125	3 132	3 068
Total des autres activités	-4 176	-8 339	-16 123	-9 383
Total des opérations non budgétaires	3 544	-8 985	13 975	-7 382
Ressources ou besoins financiers	5 760	-6 774	4 009	-6 073

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5
Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement
M$

	Janvier		Avril à janvier	
	2014	2015	2013 –2014	2014 –2015
Ressources ou besoins financiers	5 760	-6 774	4 009	-6 073
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	6 092	6 753	16 346	16 001
Bons du Trésor	-9 200	2 200	-18 800	-4 300
Titres au détail	-17	8	-1 076	-630
Autres	0	0	0	0
Total	-3 125	8 961	-3 530	11 071
Emprunts en devises	764	1 690	1 717	167
Total	-2 361	10 651	-1 813	11 238
Réévaluation de swaps de devises	2 100	4 486	5 676	5 349
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés[1]	-18	255	-145	534
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	13	14	-39	-353
Variation nette dans les activités de financement	-266	15 406	3 679	16 768
Variation dans l'encaisse	5 494	8 632	7 688	10 695

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Les chiffres de l'exercice précédent ont fait l'objet d'un reclassement de façon à tenir compte d'une modification apportée à la convention comptable du gouvernement relativement aux opérations de rachat d'obligations, comme il est indiqué dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada* de 2013-2014.

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif
M$

	31 mars 2014	31 janvier 2015	Variation
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	111 421	114 949	3 528
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	473 319	489 320	16 001
Bons du Trésor	152 990	148 690	-4 300
Titres au détail	6 327	5 697	-630
Total partiel	632 636	643 707	11 071
Payable en devises	16 030	16 197	167
Compte de réévaluation de swaps de devises	2 326	7 675	5 349
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	3 184	3 718	534
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	4 782	4 429	-353
Total de la dette non échue	658 958	675 726	16 768
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	153 083	152 720	-363
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	71 409	73 495	2 086
Autres passifs	5 914	5 937	23
Total des régimes de retraite et autres passifs	230 406	232 152	1 746
Total de la dette portant intérêt	889 364	907 878	18 514
Total des passifs	1 000 785	1 022 827	22 042

Actifs financiers			
Trésorerie et créances	128 574	146 428	17 854
Comptes d'opérations de change	72 262	81 082	8 820
Prêts, placements et avances (nets des provisions)[1]	117 635	112 239	-5 396
Total des actifs financiers	318 471	339 749	21 278
Dette nette	682 314	683 078	764
Actifs non financiers	70 433	70 278	-155
Dette fédérale (déficit accumulé)	611 881	612 800	919

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Le montant du 31 janvier 2015 inclut des pertes de 2,2 milliards de dollars au titre des autres éléments du résultat global enregistrées par les sociétés d'État entreprises et les autres entreprises d'État pour la période d'avril 2014 à janvier 2015.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Glenn Purves au 613-369-5655.

Mars 2015

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2015)

Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document doit être adressée au ministère des Finance Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4F-PDF
ISSN : 1487-0134